

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle - CS 71354
68070 MULHOUSE Cedex 1

MULHOUSE, le 11/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRAVIÈRES ET TRAVAUX PUBLICS DE LA THUR

MICHELBACH
68700 Aspach-Michelbach

Références : 0006700207_2023_29_11_TP_THUR_Aspach_VIIC
Code AIOT : 0006700207

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2023 dans l'établissement GRAVIÈRES ET TRAVAUX PUBLICS DE LA THUR implanté lieux dit GROSSBODEN Aspach-Michelbach (68700). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite à lieu dans le cadre de non-conformités relevées le 13 août 2021, ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, dont certains points n'avaient pas été résolus lors de la visite du 24 janvier 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAVIÈRES ET TRAVAUX PUBLICS DE LA THUR
- GROSSBODEN 68700 Aspach-Michelbach
- Code AIOT : 0006700207
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Gravière et TP de la Thur exploite une carrière, ainsi que des installations de recyclage de matériaux inertes sur la commune d'Aspach-Michelbach (68700). La carrière a été autorisée à exploiter par arrêté préfectoral du 03 août 2004 pour une durée de 28 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan d'exploitation
- Modification des conditions d'exploiter

- Installations de recyclage
- Rétention de la cuve de stockage carburant
- Prévention des pollutions
- Surveillance des rejets d'eaux de traitement de matériaux
- Suivi piézométrique
- Sortie du statut de déchets
- Valorisation des terres excavées
- Numérotation de lots des terres excavées
- Registre des terres excavées

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 2	Astreinte journalière	/
7	Surveillance des rejets d'eaux de traitement de matériaux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2004, article 23.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Sortie du statut de déchets	Arrêté Ministériel du 04/06/2021, article 2	Mise en demeure, déchets	4 mois
10	Valorisation des terres excavées	Arrêté Ministériel du 04/06/2021, article 3	Mise en demeure, déchets	4 mois
11	Numérotation de lot des terres excavées	Arrêté Ministériel du 04/06/2021, article 4	Mise en demeure, déchets	4 mois
12	Registre des terres excavées	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6 & 7	Mise en demeure, déchets	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Modifications des conditions d'exploiter	AP de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 3	Sans objet
3	Installation de recyclage	AP de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 4	Sans objet
4	Rétention de la cuve de stockage de carburant	AP de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 5	Sans objet
5	Prévention des pollutions	AP de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 6	Sans objet
6	Surveillance des rejets d'eaux de traitement de matériaux	AP de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 7	Sans objet
8	Suivi piézométrique	AP de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Gravières et TP de la Thur a été mise en demeure de transmettre un plan d'exploitation conforme à son arrêté préfectoral d'autorisation, avant la date du 1er septembre 2021, par arrêté du 12 août 2021.

A la date du contrôle, l'exploitant ne s'est pas conformé à la mise en demeure, en transmettant un plan qui n'est toujours pas conforme, alors que le délai de la mise en demeure est échu.

Il est proposé d'imposer à l'exploitant une astreinte journalière jusqu'à remise d'un plan conforme aux dispositions réglementaires.

Par ailleurs la visite d'inspection a mis en évidence 5 non-conformités :

- les eaux de traitement ne sont pas conformes aux valeurs limites d'émission (point 7) ;
- l'arrêté ministériel portant sur la sortie de statut de déchet des terres excavées n'est pas appliqué (points 9 à 12) ;

- les mouvements de terres excavées ne sont pas consignés dans un registre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 2
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
<p>Prescription contrôlée : Au plus tard le 1er septembre 2021 et conformément aux prescriptions des articles 17 et 18 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 susvisé, l'exploitant adresse au préfet le plan d'exploitation actualisé :</p> <p>Article 17 – Contenu « Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none">• les dates des levés,• le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m et la dénomination des parcelles cadastrales concernées,• les bords de la fouille,• les limites de sécurité définies à l'article 12 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,• les courbes de niveau (équidistantes, tous les mètres d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,• les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau (équidistantes, tous les mètres de profondeur),• la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques,• l'emplacement exact du bornage,• la position des dispositifs de clôture,• l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,• les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,• l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau et celles remises en état,• les voies d'accès et chemins menant à la carrière,• les piézomètres, et éventuels cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,• des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation. » <p>Article 18 – Mise à jour « Le plan est mis à jour suivant les éléments visés à l'article 17, au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent, à l'exception des courbes bathymétriques, qui sont mises à jour au moins tous les deux ans. »</p>
<p>Constats : Il est présenté aux inspecteurs un plan du site en version papier. Ce plan ne comporte aucun des éléments demandés lors des précédentes visites d'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">- légende,- date,- emplacement des routes d'accès,- position des piézomètres,- limites de sécurité,- identification des zones décapées,- position des clôtures,- emplacements des stocks et terres de découverte. <p>De plus l'exploitant n'est pas en capacité de présenter les coupes réalisées.</p>

L'exploitant évoque un problème de communication avec le géomètre réalisant ces plans, et s'engage à remédier à cette non-conformité dans les plus brefs délais.

Un plan en version papier, mis à jour par un géomètre est transmis par courrier du 14 décembre 2023.

Ce plan n'est toujours pas conforme aux attendus :

- pas de légende,
- pas de date, il est seulement stipulé "mise à jour du plan du 09 septembre 2021 /mise à jour - juin 2023"
- pas d'emplacement des routes d'accès,
- le positionnement des piézomètres ne précise pas l'identification de ceux-ci,
- pas de position des clôtures,
- pas d'emplacement des stocks et terres de découverte.

Le nouveau plan n'est toujours pas accompagné des coupes associées.

Ces non-conformités ont déjà été constatées sur le rapport de visite du 24 janvier 2023, l'exploitant avait déjà fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure au sujet de non-conformités sur son plan d'exploitation le 12 août 2021 suite à la visite du 29 juin 2021.

Observation : il appartient à l'exploitant de s'assurer de la qualité des documents établis par ses prestataires avant de les remettre à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte journalière

N° 2 : Modifications des conditions d'exploiter

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 3

Thème(s) : Autre, Modifications des conditions d'exploiter

Prescription contrôlée :

Au plus tard le 30 novembre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 :

« Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation [...]. »

Constats :

L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance le 06 mai 2022, une première puis une seconde demande de compléments ont été transmises à l'exploitant, qui déclare que les réponses de la seconde demande seront apportées en début du mois de décembre 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installation de recyclage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Eaux

Prescription contrôlée :

Au plus tard le 30 novembre 2021 et conformément aux prescriptions des articles 6, 21 et 29 de l'arrêté ministériel de prescription générale du 26 novembre 2012 susvisé, l'exploitant transmet au préfet un planning de réalisation des travaux pour la mise en conformité de son installation :

Article 6

«[...] Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées[...]. »

Article 21

« [...]III. — Rétention et confinement.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou

susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.[...]

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, [...]. »

Article 29

« [...]Les eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées.

Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence.[...]

Les eaux pluviales polluées (EPp) ne peuvent être rejetées au milieu naturel que sous réserve de respecter les objectifs de qualité et les valeurs limites d'émission fixés par le présent arrêté [...]. »

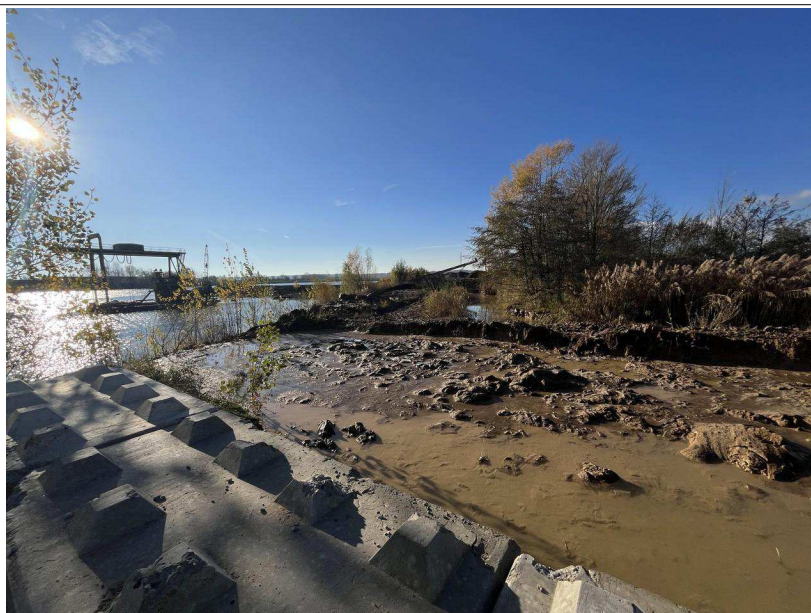
Constats :

L'exploitant déclare que les travaux ont été réalisés au mois de mai 2023, par ajout d'une chape maçonnerie et pose de blocs béton. Il est constaté visuellement par les inspecteurs que la zone a été rénovée, garantissant ainsi son étanchéité.



Au sortir de l'exutoire de cette zone étanche, se trouve un séparateur d'hydrocarbures, puis le rejet atteint une zone de décantation avant de retourner dans le plan d'eau.

L'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.



Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rétention de la cuve de stockage de carburant

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Eaux

Prescription contrôlée :

Au plus tard le 30 septembre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 21 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 susvisé :

« [...] Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

[...]

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipient de capacité inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 l ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 l

[...]. »

Constats :

L'exploitant déclare qu'un système de détection de fuite est désormais fonctionnel sur la cuve depuis le mois d'octobre 2023, avec un signal visuel avertissant que la zone entre les deux peaux de la cuve est immergée.



La cuve est disposée sur l'aire étanche de ravitaillement.(photo au point N°5)
L'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.

Observations:

Comme stipulé dans l'article 21 de l'arrêté préfectoral du 03 août 2004, l'exploitant veillera à détenir, à proximité immédiate de cette aire, un stock de matériaux absorbants, ainsi que le matériel nécessaire à leur mise en œuvre. Ce point n'a pas fait l'objet d'un contrôle.

Il est à noter toutefois le fait que le flotteur de détection de fuite est situé à mi-hauteur, dans l'interstice entre les deux enveloppes de la cuve, il serait plus pertinent de le placer au fond pour détecter une éventuelle fuite plus rapidement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux

Prescription contrôlée :

Au plus tard le 30 novembre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 21 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 susvisé, l'exploitant transmet au préfet son projet de réaménagement avec un planning de réalisation associé :

« Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Ces eaux sont à éliminer comme des déchets.

[...]

L'aire de stationnement du véhicule-citerne assurant le ravitaillement en carburant sera associé à un dispositif de rétention dimensionné selon les mêmes règles précédemment prescrites.[...]

Constats :



Il est constaté par les inspecteurs que les travaux ont été réalisés et que l'aire de ravitaillement est désormais étanche.

L'étanchéité de la zone de ravitaillement est réalisée par la pose de blocs béton sur une partie du pourtour avec la création d'un joint bétonné entre ces blocs et la dalle, ainsi que la création d'un caniveau relié au point bas de la zone étanche. L'exutoire ainsi formé se déverse dans un séparateur d'hydrocarbures avant infiltration en sous-sol.

L'exploitant a déféré à la mise en demeure.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des rejets d'eaux de traitement de matériaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Au plus tard le 30 septembre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 28.2 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 susvisé, l'exploitant procède à la surveillance de ces rejets et transmettra les résultats au préfet :

« La surveillance de la qualité des eaux de procédé rejetées dans le plan d'eau de la carrière, dont il est fait état à l'article 23.1 du présent arrêté, sera assurée à une fréquence semestrielle. Les paramètres de suivi sont : PH, Hydrocarbures totaux, Demande Chimique en Oxygène, Matières en suspension, chlorures et sulfates. »

Constats :

L'exploitant présente des rapports d'analyse en date du 27 octobre 2023, les mesures précédentes ayant eu lieu le 25 janvier 2023.

La périodicité des mesures ainsi que la liste des paramètres mesurés sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des rejets d'eaux de traitement de matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2004, article 23.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets d'eaux de traitement de matériaux

Prescription contrôlée :

Les rejets d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site sont interdits.

Pendant la durée d'exploitation de la carrière, les eaux de lavage après décantation pourront continuer à être rejetées dans le plan d'eau de la carrière, sous réserve de respecter les dispositions de qualité suivantes :

<ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 5,5 et 8,5, - température inférieure à 30° C, - Matières en suspension MES : concentration inférieure à 30 mg/l - Demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO), concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90-101), - hydrocarbures totaux, concentration inférieure à 5 mg/l (norme NF T 90-114) - chlorures, concentration inférieure à 200 mg/l - sulfates ; concentration inférieure à 250 mg/l
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate dans le rapport d'analyse présenté par l'exploitant que les taux de Matière En Suspension (MES) ne sont pas conformes, aux Valeurs Limite d'Émission (VLE) : 120 mg/L le 25 janvier 2023 et 99 mg/L le 09 octobre 2023. Ce qui constitue une non-conformité.</p>
<p>Observations :</p> <p>Observation 1 : L'exploitant indique qu'afin de limiter les teneurs en matières en suspension, il assure un curage régulier des dispositifs de décantation (toutes les semaines environ pour le bassin bétonné et tous les deux mois environ pour le deuxième bassin de décantation). Il serait pertinent que l'exploitant réalise une traçabilité des curages effectués sur l'installation au moyen d'un registre.</p> <p>Observation 2 : pour se conformer à la prescription, l'exploitant peut soit respecter la VLE, soit déposer un porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation sollicitant une augmentation de la VLE. Dans ce cas, il devra être justifié que l'augmentation de la VLE ne présente pas d'incidence sur le défrêtement du gisement et sur l'environnement (hydrodynamique de la nappe notamment).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 8 : Suivi piézométrique

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au plus tard le 30 novembre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 28-3-2-2 de l'arrêté préfectoral n°2004-216-26 du 3 août 2004 complété susvisé :</p> <p>Article 28-3-2-2 - Suivi piézométrique</p> <p>« [...] Au moins une fois par an, et en période de hautes eaux, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièze à la date des prélèvements, avec une localisation des puits de surveillance. [...]. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente les relevés piézométriques datant du 25 janvier 2023, ainsi que la carte des courbes isopièzes associée.</p> <p>L'exploitant a donc remédié à la non-conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Sortie du statut de déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/06/2021, article 2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Valorisation des terres excavées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les terres excavées et sédiments qui ont fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement cessent d'être des déchets lorsque la personne réalisant la préparation a vérifié que la totalité des critères suivants sont satisfaits :</p> <p>a) Les déchets entrant destinés à la préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement satisfont aux critères établis dans la section 1 de l'annexe I ;</p> <p>b) Les déchets ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en</p>

<p>aménagement satisfait aux critères établis dans la section 2 de l'annexe I ;</p> <p>c) La personne réalisant la préparation a conclu, pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement, un contrat de cession avec l'aménageur. Ce contrat pourra être fait par lot ou pour un ensemble de lots. Ce contrat devra au minimum comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les coordonnées géographiques et un rayon incluant l'ensemble de la zone où a eu lieu l'excavation ; - la période d'excavation des terres excavées et sédiments ; - le volume de terres excavées et sédiments concerné ; - le site receveur concerné par l'utilisation en génie civil ou en aménagement, identifié par des coordonnées géographiques et un rayon incluant l'ensemble de la zone de valorisation ; - la période d'utilisation en génie civil ou en aménagement ; - l'engagement de l'aménageur à respecter l'usage retenu pour la valorisation en génie civil ou en aménagement conformément aux guides considérés à la section 2 de l'annexe I ; - les dispositions constructives et limitations d'usages selon les modalités des guides de valorisation reconnus par le ministère chargé de l'environnement ; - la qualité des terres excavées ou sédiments dragués évaluée selon les modalités des guides de valorisation reconnus par le ministère chargé de l'environnement ; - les modalités d'entreposage intermédiaire, lorsqu'un entreposage est nécessaire, selon les modalités des guides de valorisation reconnus par le ministère chargé de l'environnement le cas échéant ; - la ou les opérations menées pour la préparation en vue d'une valorisation en génie civil ou en aménagement. <p>Pour un usage par la personne réalisant la préparation, celle-ci consigne les mêmes informations dans le manuel qualité mentionné dans l'arrêté ministériel du 19 juin 2015 relatif à la gestion de la qualité des opérations de valorisation de déchet ;</p> <p>d) La personne réalisant la préparation applique un système de gestion de la qualité conforme à l'arrêté ministériel du 19 juin 2015 relatif à la gestion de la qualité des opérations de valorisation de déchets ;</p> <p>e) La personne réalisant la préparation satisfait aux exigences établies aux articles 3 à 6 du présent arrêté</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté que l'exploitant accueille sur sa plateforme de transit des terres excavées. Elles sont ensuite commercialisées (après criblage) pour diverses opérations d'aménagement.</p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas de contrat de cession avec l'aménageur qui utilise par la suite des terres excavées.</p> <p>De plus, il ne réalise pas de vérification particulière pour s'assurer que les terres réceptionnées satisfont aux critères définis en annexe I de l'arrêté cité dans la prescription rappelée ci-dessus. L'exploitant n'a pas non plus été en capacité de justifier du respect des d) et e) rappelés ci-dessus (cf constats suivants).</p> <p>Ceci constitue une non-conformité.</p>
<p>Observation : il est rappelé qu'un guide est disponible pour la sortie du statut de déchet des terres excavées (https://www.ecologie.gouv.fr/sortie-statut-dechet-terres-excavees-et-sediments).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, déchets</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 10 : Valorisation des terres excavées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/06/2021, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Attestation de conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le producteur ou détenteur de déchets qui met en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet établi, pour chaque lot de substances ou objets qui ont cessé d'être des déchets, une attestation de conformité.[...]</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant ne dispose pas d'attestations de conformité comme stipulé dans la réglementation susvisée, ce qui constitue une non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Numérotation de lot des terres excavées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/06/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Valorisation des terres excavées
Prescription contrôlée : Chaque lot de terres excavées et sédiments est identifié par un numéro unique et le site producteur est référencé, afin de pouvoir justifier de la traçabilité et du statut de ces terres excavées et sédiments lors du contrôle des autorités compétentes. Le système de numérotation est consigné dans le manuel de qualité mentionné dans l'arrêté ministériel du 19 juin 2015 relatif à la gestion de la qualité des opérations de valorisation de déchets.
Constats : L'exploitant n'identifie pas les lots de terre excavées, la traçabilité n'est pas réalisée. Ceci constitue une non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 4 mois

N° 12 : Registre des terres excavées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6 & 7
Thème(s) : Autre, contenu du registre
Prescription contrôlée : Article 6 de l'arrêté du 31 mai 2021 Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'installation : - la date de réception ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ; - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique

<p>de production ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ; - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ; <p>d) Concernant l'opération de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Article 7 de l'arrêté du 31 mai 2021</p> <p>Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et sédiments tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les registres présentés par l'exploitant pour les entrées et les sorties de terres excavées ne comportent pas la totalité des éléments attendus.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, déchets</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

Hors point de contrôle

Concernant les déchets entrants sur la plateforme de transit, le contrôle n'a porté que sur les terres excavées.

Il est toutefois rappelé que tous les déchets inertes entrants sur la plateforme de transit, y compris les déchets de béton, briques, ..., doivent faire l'objet d'une traçabilité conformément aux dispositions de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

En outre, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées pour l'admission de tels déchets dans ses installations.